



MAIRIE
33, rue Principale
57640 MALROY
Tel : 03.87.77.89.36
email : contact@malroy.fr

Malroy, le 29 janvier 2025

ARRETE AR_2025_03

Le Maire de la commune de Malroy,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5 relatifs aux pouvoirs du Maire sur les voies à l'intérieur de l'agglomération,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 110-1, R.110-2, R.411-8, R417-11, R417-12, R.417-6, R.417-9 et R.412-7,

VU l'article R.610-5 du Code Pénal,

VU l'arrêté interministériel, modifié et complété, du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes (Ministère de l'Intérieur et Ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire),

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre I,

ARRETE

Article 1 : Du 29 janvier 2025 au 31 décembre 2025, sur le domaine public communal, les entreprises ENSIO, KMZ, LORELEC, TERRALEC, ALGITEL, IVACOM, JMT, CELEST, LORBOTEL, RSP FIBRE et MADRESEAUX sont autorisées, dans le cadre de travaux constants et répétitifs ou d'interventions urgentes, à réaliser des travaux d'une durée maximale de trois jours. Au-delà de ce délai, une demande au service instructeur est obligatoire.

Le présent arrêté autorise uniquement à hauteur du chantier :

- Le stationnement des véhicules est interdit au droit des travaux.
- Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est limitée à 30 km/h au droit des travaux.
- La circulation sera alternée par PK10 ou feux.
- La circulation de tout véhicule se fera sur chaussée rétrécie à hauteur des travaux.

Toute autre mesure est interdite et nécessite un arrêté spécifique.

Article 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place conformément à la réglementation en vigueur par les entreprises ENSIO, KMZ, LORELEC, TERRALEC, ALGITEL, IVACOM, JMT, CELEST, LORBOTEL, RSP FIBRE et MADRESEAUX sous leur responsabilité, 72h00 avant et un constat de mise en place des panneaux sera transmis au service de police municipale.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la commune de Malroy dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, B.P. 51038, 67070 STRASBOURG CEDEX, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif

peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de la police municipale mutualisée, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie d'Ennery, sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le Maire,



Hervé GAUDÉ